

La Chine dans la zone Asie-Pacifique : une place à trouver

Françoise Lemoine*

Quel est le chemin parcouru par l'économie chinoise depuis la proclamation de la stratégie d'ouverture en 1979 ? Les résultats du commerce extérieur montrent que la Chine est devenue le premier exportateur de pétrole d'Asie et l'un des premiers exportateurs mondiaux de textiles. Mais compte tenu de la baisse récente des prix du pétrole et des mesures protectionnistes qui frappent de plus en plus les produits textiles, la Chine se retrouve en fait déficitaire en 1986 et contrainte alors de doubler ses emprunts extérieurs. Les bons résultats obtenus dans un premier temps sont-ils donc simplement l'effet d'un rattrapage ou l'amorce d'une tendance à long terme ? L'analyse détaillée des échanges de la Chine avec ses partenaires de l'Asie-Pacifique met en évidence les fragilités actuelles de l'insertion chinoise dans cette zone et suggère que la Chine aurait peut-être intérêt à élargir son ouverture à d'autres régions comme l'Europe**.

Le terme de région Asie-Pacifique, pour mal défini qu'il soit, évoque avant tout une zone d'intense vitalité économique, centrée sur le dynamisme et l'interdépendance économiques du Japon, des Etats-Unis et des nouveaux pays industriels d'Asie¹. Depuis 1979, l'émergence de la Chine comme partenaire actif dans la zone

* Françoise Lemoine est chargée de mission au département « Economies socialistes » du CEPII.

** Cet article est un résumé du document de travail 87-02.

1. On a retenu dans cette étude une définition qui inclut les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, Hong Kong, la Corée du Sud, Singapour et les autres pays de l'ASEAN (Thaïlande, Philippines, Indonésie, Malaisie), ainsi que les pays qui forment la façade communiste du Pacifique (URSS, Corée du Nord, pays de la péninsule indochinoise).

est venue ajouter à l'idée que le centre de gravité de l'économie mondiale se déplaçait vers le bassin Pacifique : elle pouvait, par sa présence, élargir les « cercles vertueux » du commerce intra-régional et s'y intégrer pour le plus grand bénéfice de sa modernisation économique. Certes, ses dimensions et son niveau de développement, les interférences de ses relations économiques et politiques, conservent à la Chine une place à part dans la zone Asie-Pacifique. Mais la stratégie d'ouverture adoptée par les successeurs de Mao et qui vise à concilier les objectifs traditionnels d'import-substitution et une politique tournée vers l'exportation a rencontré d'incontestables succès : l'accélération de la croissance économique sous l'effet des réformes internes s'est accompagnée d'une montée rapide de la Chine dans le commerce international.

Cette montée est allée de pair avec une concentration croissante de ses échanges dans la région au profit principalement des deux grandes puissances économiques, les Etats-Unis et le Japon. Le dynamisme de ses exportations qui lui a assuré jusqu'en 1984 un équilibre extérieur global a pris appui sur plusieurs points : le deuxième choc pétrolier et la compétitivité de ses industries textiles, l'ouverture du marché américain et d'étroites connexions avec Hong Kong. Mais ses gains semblent actuellement plafonner et les déficits commerciaux importants de 1985 et 1986 soulignent les faiblesses de son mode d'insertion dans l'économie de la zone Asie-Pacifique.

La Chine parmi les pays en développement d'Asie

Commerce extérieur : la partie émergée de l'économie chinoise

Le rôle de la Chine dans l'économie de la zone Asie-Pacifique ne peut se mesurer à la taille de sa population, de son PNB (qui, en Asie, ne le cède qu'à celui du Japon) ou de ses productions de base (elle est au premier rang mondial pour les céréales, le charbon, le ciment, les cotonnades, etc.; en Asie, elle est le premier producteur de pétrole). Ses dimensions mêmes en font une économie relativement fermée : ses ressources naturelles lui assurent par exemple l'autonomie énergétique et son marché intérieur absorbe plus de 90 % de ses productions, limitant les surplus exportables à une vingtaine de dollars par habitant. Il est vrai qu'à un PNB par tête estimé à 300 dollars correspondent des capacités d'exportation réduites.

La stratégie d'ouverture proclamée en 1979 a réduit le décalage entre son statut international de grande puissance et son rang dans le commerce mondial, désormais comparable à celui des nouveaux pays industriels d'Asie (tableau 1). La Chine est devenue le premier exportateur de pétrole d'Asie et l'un des premiers exportateurs mondiaux de textiles (5,6 % du marché mondial en 1985, plus que les pays de l'ASEAN hors Singapour); parallèlement, elle a pris place parmi les

principaux importateurs de produits chimiques (2,5 % du marché en 1985, 1^{er} rang) et sidérurgiques (9 % du marché, derrière les Etats-Unis). Ces deux industries ont en effet, surtout en période de forte croissance, une dépendance extérieure élevée [1] (un tiers des produits sidérurgiques, la moitié des matériaux nécessaires à l'industrie des matières plastiques doivent être importés). La politique d'import-substitution que la Chine mène dans ces secteurs ne la rapproche qu'à un horizon éloigné de l'autosuffisance. Une des priorités d'importation demeure aussi sur le long terme les matériels et équipements destinés à l'amélioration des infrastructures et des communications et au maintien de l'autonomie énergétique.

TABLEAU 1

La Chine parmi les pays de la zone Asie-Pacifique en 1985

En milliards de dollars

	Exportations	Importations*
Chine	27,3	38,7
Japon	177,2	116,4
Corée du Sud	28,9	24,4
Hong Kong	30,2	29,5
Taiwan	30,4***	22,0***
Singapour	22,8	25,1
Indonésie	18,3	6,8
Malaisie	15,4	11,6
Philippines	4,6	5,7
Thaïlande	7,2	8,3
Australie	22,6	23,8
Nouvelle-Zélande	5,7	5,2
Etats-Unis	213,1	328,2
URSS	82,6**	87,2**
Corée du Nord	1,8***	1,9***
Vietnam	0,7***	1,9***
Cambodge	—	—
Laos	—	—

* Données fondées sur les déclarations des partenaires.

** Bulletin mensuel de statistiques, ONU, juillet 1986.

*** 1984.

Source : Fonds monétaire international, Direction of Trade, 1986.

La baisse des prix du pétrole (26 % des exportations chinoises en 1985), le plafonnement des débouchés internationaux pour les produits textiles (24 % des exportations chinoises en 1985) affectent directement les perspectives commerciales de la Chine, d'autant plus que les possibilités de diversification de ses exportations risquent d'être limitées par son niveau de développement comparé à celui de ses voisins, les pays de l'ASEAN et les NPI; pour la Chine, ces derniers font figure de modèle, sans doute hors de portée de concurrence.

Niveau de développement : écarts internationaux et inter-régionaux

Les comparaisons internationales conduisent dans l'ensemble à placer la Chine à un niveau de développement intermédiaire entre celui de l'Inde et ceux des pays d'Asie du Sud-Est, et donc très largement en retrait des nouveaux pays industriels de la région. Certes le PNB est un indicateur particulièrement sujet à caution pour un pays comme la Chine dont le système spécifique de prix internes rend les comparaisons en termes monétaires peu fiables; mais les autres indicateurs, qu'ils soient relatifs à la santé de la population ou aux niveaux par habitant des productions industrielles et agricoles confirment cette position. Le taux d'alphabétisation n'aurait rien d'exceptionnel, n'étaient la taille de la population et sa croissance (+ 500 millions de 1949 à 1985) mais le sacrifice de l'enseignement supérieur (la Chine a relativement 10 fois moins d'étudiants que l'Inde) est un de ses plus sérieux handicaps dans sa course à la modernisation [2].

Si la masse de l'économie chinoise s'enfonce encore largement dans le sous-développement, qu'en est-il de sa façade maritime sur laquelle repose une bonne partie des espoirs actuels de modernisation ? La stratégie qui s'affirme depuis 1979 met en effet délibérément l'accent sur les régions côtières afin de tirer parti du double avantage qu'elles présentent : un niveau de développement industriel et agricole supérieur à celui du reste du pays et une plus grande ouverture naturelle sur l'extérieur. Elles doivent bénéficier d'une croissance accélérée, concentrer les efforts de modernisation des industries manufacturières, et avoir un accès privilégié aux techniques et aux capitaux étrangers [3].

De fait, les huit provinces côtières et les trois métropoles économiques que sont Shanghai, Pékin (Beijing) et Tientsin (Tianjin) (carte) forment un ensemble relativement avancé puisqu'elles regroupent 40 % de la population du pays, réalisent 60 % de la production industrielle et les deux tiers des exportations chinoises. A y regarder de plus près cependant, seules les trois métropoles émergent réellement de la moyenne chinoise par le revenu par tête ou l'ouverture sur l'extérieur. Ainsi en 1985 le PNB par tête de Shanghai (1.150 \$) ou de Tientsin (670 \$) est très proche de celui de la Thaïlande, de l'Indonésie ou des Philippines. Mais le reste de la zone littorale se différencie peu de l'ensemble du pays. Or au cours de ces dernières années ce ne sont pas ces grands pôles industriels côtiers qui ont connu le plus grand dynamisme économique. Face aux réformes entreprises depuis 1979, leurs structures économiques ont fait preuve d'inertie et Shanghai, Pékin, Tientsin ont perdu du terrain au profit des autres provinces côtières [4].

La logique qui consiste à miser sur le développement accéléré des régions déjà les plus avancées se trouve donc quelque peu biaisée puisqu'elle a en pratique contourné les centres dotés du plus grand potentiel industriel et technique. Les réformes, après avoir réussi à dynamiser les faubourgs de l'économie, sont désormais à l'ordre du jour dans le cœur industriel du pays [5].

Mais les contraintes économiques ne sont pas les seuls facteurs à influencer sur la position de la Chine dans la région.

Relations internationales : une normalisation récente et incomplète

C'est seulement à partir du début des années soixante-dix que la position chinoise dans la zone Asie-Pacifique évolue progressivement de l'isolement à la normalisation [6]. Bien que les échanges entre la Chine et ses voisins aient souvent devancé l'accréditation des ambassadeurs, la montée commerciale récente de la Chine est lourde d'implications politiques et stratégiques dans une région où les contentieux et les alignements ne se résument pas au clivage est-ouest.

Jusqu'en 1971, la Chine n'a de relations avec aucun des pays non communistes de la zone. Quant à ses relations avec l'URSS, elles connaissent alors une nouvelle tension avec les incidents frontaliers sur l'Oussouri en 1969. L'infléchissement de la politique étrangère chinoise et le rapprochement sino-américain ouvrent la voie à la normalisation : en 1971 la Chine entre à l'ONU et dès 1972 le Japon et l'Australie établissent avec elle des relations diplomatiques. Au milieu des années soixante-dix le basculement de la situation dans la péninsule indochinoise (effondrement des régimes non communistes du Sud-Vietnam, du Cambodge et du Laos) et l'extension de l'influence soviétique qu'il représente conduisent à des réappréciations diplomatiques en Asie du Sud-Est : en 1974, la Malaisie reconnaît la Chine populaire, en 1975, c'est le tour des Philippines et de la Thaïlande.

L'établissement de relations diplomatiques et la signature d'un accord commercial entre Washington et Pékin en 1979 coïncide avec l'adoption de la politique d'ouverture économique qui fait peu à peu de la Chine un partenaire à part entière sur la scène économique internationale : elle devient membre du FMI et de la Banque mondiale en 1980, elle signe des accords officialisant ses échanges commerciaux avec Singapour (1979) et l'Indonésie (1985). En 1986, elle devient membre de la Banque asiatique de développement et fait une demande d'adhésion au GATT. En dépit des obstacles à la « normalisation » des relations politiques avec l'URSS, les relations commerciales entre les deux pays ont fortement progressé, notamment avec la signature d'un accord de coopération économique en 1984. Mais deux pays de la zone, la Corée du Sud et Taïwan, n'ont actuellement ni liens diplomatiques ni commerce légal avec la Chine.

La géographie des échanges : une forte inclinaison vers l'Asie Pacifique

De l'Asie au Pacifique

Avant même l'infléchissement diplomatique des années soixante-dix, les échanges extérieurs chinois sont naturellement orientés vers les pays d'Asie. En 1970,

elle réalise avec eux environ la moitié de son commerce extérieur. L'expansion de ses échanges tout au long des années soixante-dix renforce cette orientation et l'ouverture à la fin de la décennie accentue encore leur concentration sur l'Asie-Pacifique.

Dans la définition géographique que l'on a retenue, la zone Asie-Pacifique fournit en 1985 à la Chine près des trois quarts de ses importations (57 % en 1978) et reçoit 67 % de ses exportations (54 % en 1978) (tableau 2). Cette évolution tient principalement à trois grands courants d'échanges. En premier lieu, aux échanges trans-Pacifique : les Etats-Unis émergent comme un des partenaires majeurs de la Chine qui devient en 1985 leur troisième marché d'exportation en Asie; en deuxième lieu, au commerce Chine-Japon : la Chine devient dès 1980 le deuxième fournisseur du Japon en Asie; en 1984, elle rattrape la Corée comme principal marché asiatique pour les produits japonais et la dépasse en 1985; enfin, à la montée des échanges entre Hong Kong et la Chine (commerce direct et de transit).

TABLEAU 2

Géographie du commerce extérieur de la Chine*

	Exportations		Importations	
	1978	1985	1978	1985
Etats-Unis	3,2	13,8	7,9	11,6
Canada	0,8	1,1	4,1	2,6
Australie	1,7	1,1	5,3	2,7
Nouvelle-Zélande				
Japon	20,4	23,3	31,3	38,8
Hong Kong**	14,6	11,0	0,2	6,7
Singapour	3,4	8,3	0,5	1,0
Corée du Sud	—	0,9	—	1,1
Taiwan	—	0,4	—	3,0
Indonésie	—	0,7	—	0,4
Philippines	1,2	1,1	0,5	0,2
Thaïlande	0,8	0,8	0,7	0,5
Malaisie	2,2	0,9	1,1	0,8
URSS	2,5	3,4	2,3	3,0
Vietnam	0,2	—	0,4	0,1
Corée du Nord	2,5	0,6	2,0	0,8
Asie-Pacifique	53,5	67,4	56,3	73,3
Monde	100	100	100	100

* D'après les statistiques des partenaires de la Chine.

** Sans le commerce de transit.

Sources : Banque de données CHELEM et FMI, Direction of Trade statistics, 1985 et 1986.

Moins spectaculaires, mais révélateurs de l'attraction qu'exerce l'ouverture chinoise, les échanges avec les nouveaux pays industriels d'Asie prennent de l'ampleur : en 1985, la Chine devient le troisième fournisseur asiatique de Singapour après le Japon et la Malaisie. Les échanges non officiels avec la Corée du Sud et Taiwan progressent aussi, l'île est depuis 1984 le deuxième exportateur asiatique vers la Chine.

Sur la façade communiste du Pacifique, l'URSS, dont les échanges avec la Chine ont chuté au minimum à la fin des années cinquante, redresse sa position

commerciale depuis 1982. En 1985, la Chine est, parmi les pays communistes d'Asie, le premier partenaire de l'URSS.

Certains courants d'échanges échappent aux effets de cette montée commerciale chinoise : la diversification récente des partenaires commerciaux de la Chine s'est accompagnée d'un déclin relatif de certaines relations commerciales plus anciennes : ainsi les pays de l'ASEAN, hors Singapour, mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande paraissent rester à l'écart tant des nouveaux besoins d'importation que de la poussée à l'exportation de la Chine depuis 1979. Les échanges avec la Corée du Nord demeurent aussi stagnants, et désormais largement dépassés par le commerce avec la Corée du Sud. Les échanges avec les pays de la péninsule indochinoise ont pratiquement cessé depuis la guerre sino-vietnamienne de 1979.

Des échanges intenses mais asymétriques

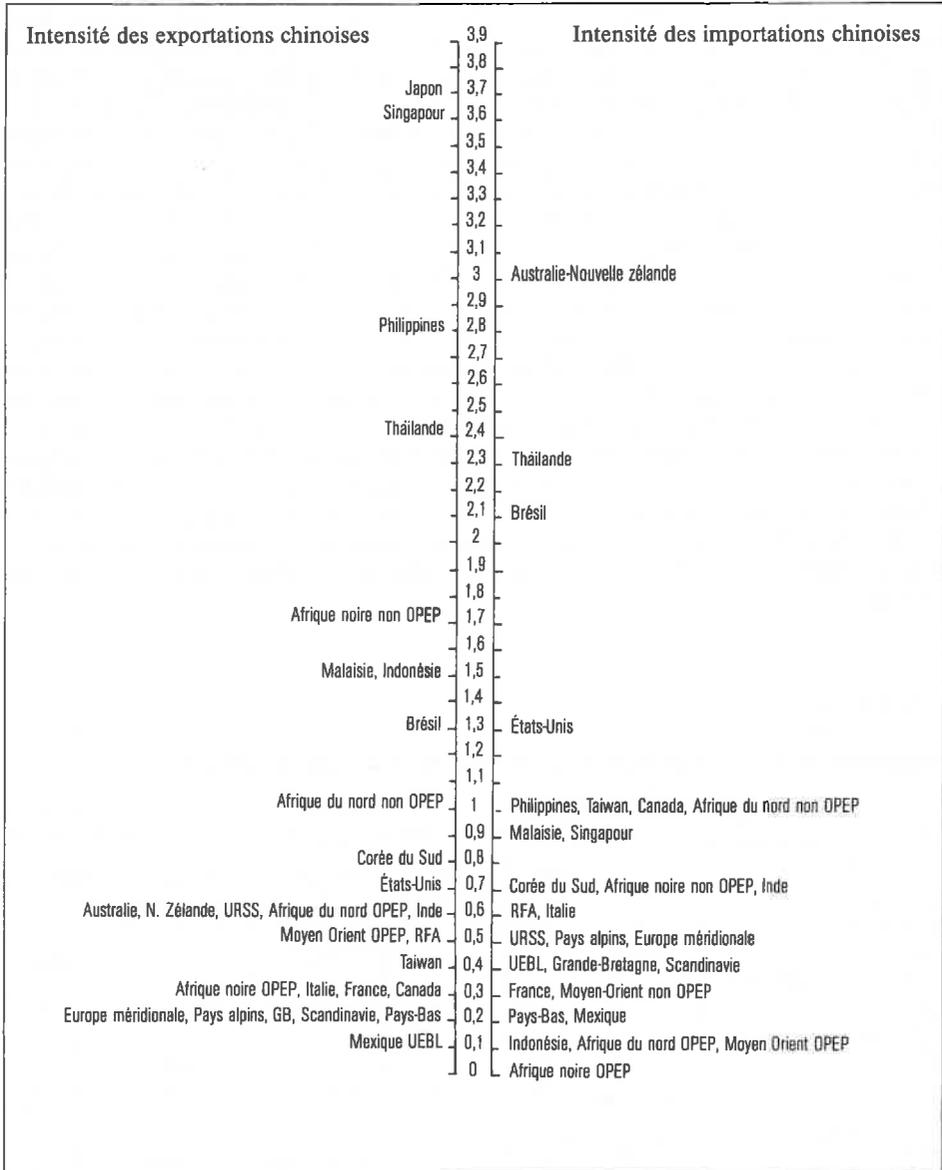
On peut confirmer le caractère privilégié de ces liens commerciaux, indépendamment de la puissance commerciale globale des partenaires, à l'aide d'un indicateur d'intensité d'échange; celui-ci est égal à 1 dans le cas où la part du pays dans le commerce extérieur de la Chine est la même que sa part dans le commerce mondial; il est supérieur à 1 dans le cas où la part du pays dans le commerce extérieur de la Chine est plus grande que sa part dans le commerce mondial; il est inférieur à 1 dans le cas inverse. Des échanges peuvent ainsi être très intenses sans que leur montant soit volumineux [7] (annexe).

Le graphique 1 présente les différents pays et régions du monde selon le degré d'intensité de leurs échanges avec la Chine. Il montre tout d'abord qu'aucun pays d'Europe n'entretient avec la Chine de relations commerciales privilégiées, ni à l'exportation ni à l'importation. Les intensités d'échanges les plus élevées sont celles qui lient la Chine aux pays de la zone Asie-Pacifique. Seuls le Canada, l'Union soviétique, la Corée du Sud et Taiwan ont avec elle des liens lâches à l'exportation comme à l'importation. Encore les deux NPI ont-ils des intensités d'exportation vers la Chine supérieures à celles de la plupart des pays européens. L'intensité des échanges de la Chine avec les autres pays est élevée soit à l'exportation, soit à l'importation. Pour les Etats-Unis, l'Australie—Nouvelle-Zélande, la Chine est un débouché privilégié mais demeure un fournisseur secondaire. A l'inverse, les pays d'Asie du Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour sont très ouverts aux produits chinois mais exportent relativement peu vers la Chine. Deux pays, le Japon et la Thaïlande, ont avec elle des échanges très intenses à l'importation comme à l'exportation et l'excédent commercial japonais vis-à-vis de la Chine apparaît ainsi largement comme l'expression particulière de sa position générale dans le commerce international.

Enfin, l'inclinaison très forte du commerce extérieur de deux pays vers la Chine les place hors échelle : Hong Kong (dont l'intensité des échanges avec la Chine atteint l'indice 7 à l'exportation, l'indice 11 à l'importation) et la Corée du Nord (avec des intensités respectives d'exportation et d'importation de 9 et 6).

GRAPHIQUE 1

Intensité des échanges commerciaux de la Chine en 1984



Sources : banques de données CHELEM. Direction of Trade, FMI.

Les équilibres géographiques

L'évolution des échanges extérieurs de la Chine depuis 1978 a eu pour effet de rapprocher leur orientation géographique de celle des autres pays en développement de la zone. La Chine partage ainsi avec les NPI et l'ASEAN une forte dépendance commerciale à l'égard du bassin Asie-Pacifique. La géographie de ses équilibres commerciaux souligne cependant le mode d'insertion particulier de la Chine dans les échanges intra-régionaux (tableau 3). Les études du CEPPI ont déjà décrit les « cercles vertueux » de la division internationale du travail entre le Japon et les nouveaux pays industriels d'Asie, dans laquelle ces derniers s'inscrivent en situation de déficit commercial structurel, qu'ils compensent par des excédents massifs sur les Etats-Unis [8]. L'évolution des échanges en Asie de 1978 à 1984 indique qu'un autre phénomène se greffe sur cette logique : la dépendance commerciale croissante des pays d'Asie du Sud-Est les moins industrialisés à l'égard des NPI qui trouvent là de nouveaux débouchés pour leurs industries manufacturières. La Chine demeure à l'écart de ces configurations d'échanges et à ce niveau très général d'observation sa montée commerciale ne paraît pas avoir épousé de dynamique propre à la zone. Les facteurs politiques restreignent ses échanges avec les NPI mais ses échanges avec les autres pays d'Asie du Sud-Est ne marquent pas de progression notable. Les excédents structurels qu'elle dégage de son commerce avec ces deux catégories de pays vont de pair avec les déficits structurels de ses échanges avec les Etats-Unis et le Japon. La croissance déséquilibrée de ses échanges avec les deux grands pôles industriels de la région évoque plutôt le modèle traditionnel des relations économiques Nord-Sud ou Est-Ouest.

TABLEAU 3

Géographie des équilibres commerciaux dans la zone Asie-Pacifique

Soldes cumulés de 1978 à 1985 en milliards de \$

Importateur \ Exportateur	Etats-Unis	Japon	Australie Nouvelle-Zélande	Asie en développement rapide*	Autres pays d'Asie du Sud**	Indonésie
Etats-Unis	—	- 160,6	+ 17,1	- 71,5	- 5,3	- 21,1
Japon	+ 160,6	—	- 6,7	+ 95,7	- 6,1	- 49,6
Asie en développement rapide	+ 71,5	- 95,7	+ 6,2	—	+ 5,9	- 6,3
Autres pays d'Asie du Sud**	+ 5,3	+ 6,1	- 9,1	- 5,9	—	+ 0,3
Indonésie	+ 21,1	+ 49,6	+ 2,8	+ 6,3	- 0,3	—
Chine	- 6,5	- 9,9	- 4,7	+ 22,7***	+ 3,6	+ 1,4

* Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taiwan.

** Dans la banque de données CHELEM, la zone « autres pays d'Asie du Sud » comprend la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande (ces trois pays réalisent 70 % du commerce extérieur de la zone), le Pakistan, le Bangladesh, le Sri Lanka et de petits pays d'Asie et d'Océanie.

*** Hors commerce de transit.

Source : Banque de données CHELEM.

Complémentarités Nord-Sud

Avec le Japon, les Etats-Unis et même l'URSS, le développement des échanges de la Chine a suivi depuis 1979 les lignes de force très nettes tracées par des complémentarités intersectorielles qui reflètent les attractions traditionnelles entre grands pôles industriels et régions périphériques ou semi-industrialisées.

La Chine dans la division internationale du travail en Asie-Pacifique

Le degré de complémentarité des échanges entre deux pays peut être mesuré par un indicateur dont la valeur varie entre 0 et 1 selon que les catégories de produits échangés sont les mêmes à l'exportation et à l'importation (produits substituables, commerce intra-branche) ou sont tout à fait différents (commerce inter-branche); il est naturellement influencé par la nomenclature de produits utilisée, mais dans le cas des échanges de la Chine avec les Etats-Unis et le Japon, même au niveau très peu désagrégé d'une dizaine de catégories de produits, l'indicateur révèle une complémentarité intersectorielle très élevée (tableau 4) et l'absence d'échanges intrasectoriels; c'est un type de division « verticale » du travail que l'on retrouve dans les relations entre les pays d'Asie du Sud-Est et le Japon mais qui contraste avec celle qui s'est mise en place entre les NPI et les deux rives du Pacifique comme entre les pays d'Asie du Sud-Est et les Etats-Unis. Ces deux derniers cas sont en effet caractérisés par des spécialisations intrasectorielles qui reflètent la capacité des pays moins industrialisés à renouveler certaines données de la division traditionnelle du travail entre le Nord et le Sud [9].

TABLEAU 4

Indicateurs de complémentarité des échanges en 1984*

	Japon	Etats-Unis
Chine	0,88	0,85
Asie en développement rapide*	0,56	0,40
Autres pays d'Asie du Sud**	0,84	0,34
Indonésie	0,96	0,80

* Voir annexe.

** Voir notes du tableau 3.

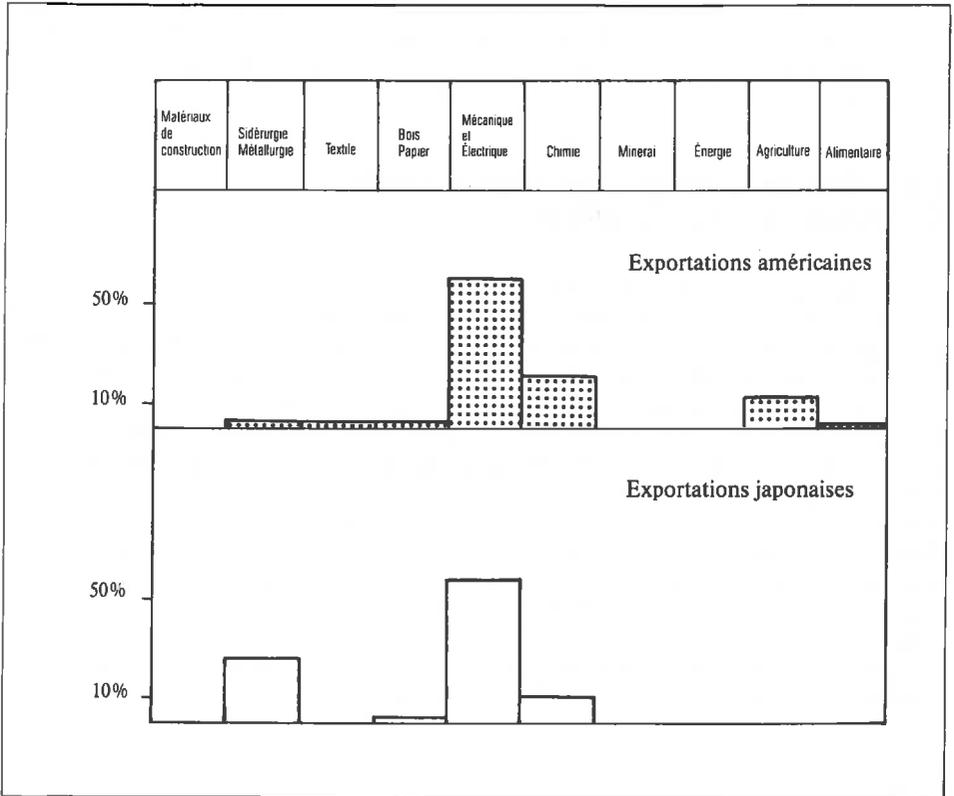
Source : Banque de données CHELEM (10 branches).

Le marché chinois : un enjeu pour les Etats-Unis et le Japon

Comme les autres pays en développement plus ou moins rapide d'Asie, la Chine importe des Etats-Unis et du Japon essentiellement des produits industriels lourds, sidérurgiques, chimiques, mécaniques (graphique 2). La domination japonaise est

GRAPHIQUE 2

Structure des exportations des États-Unis et du Japon vers la Chine en 1985



Sources : banque de données CHELEM.

particulièrement nette sur le marché chinois des produits sidérurgiques. Le Japon fournit à la Chine les deux tiers de ses importations d'acier (soit un sixième de la totalité de ses besoins internes). Pour le Japon, l'importance de ce marché dépasse en 1985 ceux des quatre NPI réunis (tableau 5). Le décalage entre les objectifs de production (60 millions de tonnes d'acier en 1990) et les prévisions de demande (100 millions de tonnes) indique que la Chine devrait rester un des principaux importateurs mondiaux, tout en procédant à l'extension de ses capacités de production [10].

Etats-Unis et Japon se trouvent à égalité comme fournisseurs de la Chine en produits chimiques; leurs exportations essentiellement composées de matières plastiques devraient aussi continuer à être soutenues par une forte demande chinoise liée au sous-développement de ses capacités de production internes [11].

TABLEAU 5

La Chine et les autres régions d'Asie dans les exportations des Etats-Unis et du Japon en 1985

En pourcentage

Etats-Unis	Indonésie	Inde	Asie en développement rapide	Autres pays d'Asie du Sud	Chine	Monde
Matériaux de construction	0,1	0,4	5,4	1,4	0,2	100,0
Sidérurgie-métallurgie	0,2	0,5	5,0	1,0	1,7	100,0
Textile	0,1	0,3	7,0	2,1	2,5	100,0
Bois, papier, divers	0,4	0,8	7,6	1,5	0,7	100,0
Mécanique et électrique	0,3	0,6	7,1	2,7	2,1	100,0
Chimie	0,7	2,3	7,8	2,4	3,0	100,0
Minerais	0,2	2,7	10,4	0,6	1,2	100,0
Energie	0,2	0,3	8,2	0,9	0,0	100,0
Agriculture	0,6	0,1	12,3	2,7	2,0	100,0
Produits alimentaires	0,2	0,9	6,5	3,5	0,0	100,0
Total	0,4	0,8	7,8	2,4	1,8	100,0

Japon	Indonésie	Inde	Asie en développement rapide	Autres pays d'Asie du Sud	Chine	Monde
Matériaux de construction	1,3	0,6	23,8	5,5	4,7	100,0
Sidérurgie-métallurgie	2,4	2,3	15,6	6,6	22,5	100,0
Textile	0,7	0,1	30,4	5,0	3,1	100,0
Bois, papier, divers	1,0	0,6	14,3	3,6	3,8	100,0
Mécanique et électrique	0,9	0,7	10,2	3,6	5,7	100,0
Chimie	3,3	1,7	23,1	7,7	10,2	100,0
Minerais	2,1	1,8	52,7	5,2	4,1	100,0
Energie	2,1	3,1	34,1	5,4	3,2	100,0
Agriculture	0,9	0,1	43,9	7,0	1,4	100,0
Produits alimentaires	0,8	0,0	24,8	10,3	1,6	100,0
Total	1,2	0,9	12,8	4,3	7,2	100,0

Source : Banque de données CHELEM; pour la définition des zones voir les notes du tableau 3.

Dans le secteur des produits mécaniques la prépondérance japonaise (la moitié des importations chinoises en 1985) laisse une place aux Etats-Unis (15 % des importations chinoises); une analyse détaillée en 23 catégories de produits montre que la moitié environ des exportations américaines et japonaises de machines et équipements portent sur les mêmes catégories de produits (tableau 6). Il s'agit principalement des équipements destinés aux secteurs actuellement prioritaires en Chine : production d'énergie, modernisation des transports et des infrastructures,

télécommunications. La politique chinoise de contrôle des importations qui conduira sans doute à concentrer celles-ci sur les secteurs prioritaires pour le développement interne, est de nature à aviver la concurrence.

Cet enjeu commercial, apparent dans l'importance de la Chine comme débouché extérieur de certaines branches (tableau 6), se double d'implications stratégiques : les produits à fort contenu technologique (instruments de mesure et de précision, matériel de télécommunication et d'informatique, construction aéronautique) occupent une place de choix dans les ventes américaines et japonaises. Selon une

TABLEAU 6

Exportations de machines et équipements du Japon et des Etats-Unis vers la Chine en 1985

En pourcentage

	Part des différentes branches dans les exportations vers la Chine		Part du marché chinois dans les exportations totales des branches	
	Japon	Etats-Unis	Japon	Etats-Unis
Produits de la grosse chaudronnerie	0,6	0,2	10,3	1,3
Articles métalliques, produits de la mécanique générale	1,7	1,8	4,3	1,8
Moteurs, turbines, pompes et machines n.d.a	3,7	4,6	6,5	1,8
Machines et matériel agricoles	0,1	0,3	2,1	0,7
Machines-outils	1,8	1,6	7,9	4,1
Appareils de manutention et d'extraction	2,1	9,2	7,3	6,8
Machines spécialisées pour industries particulières	7,2	3,1	18,5	2,4
Appareils et instruments de mesure et de précision	2,7	8,0	11,1	4,2
Horlogerie	0,2	—	1,3	—
Appareils d'optique, de photographie et de cinéma	1,5	0,3	3,3	0,7
Composants électroniques	1,3	0,2	3,3	0,1
Produits de l'électronique grand public	10,0	0,1	9,2	0,4
Matériel de télécommunication	1,8	1,1	3,0	1,2
Machines de bureau, matériel informatique	1,0	4,9	1,6	1,4
Appareils électroménagers	1,8	—	11,9	—
Gros matériel électrique	0,9	0,3	5,7	1,1
Appareils et fournitures électriques	2,6	1,9	4,6	1,2
Eléments de véhicules automobiles	0,7	0,4	1,7	0,1
Automobiles particulières, motocycles, cycles	4,5	—	1,9	—
Véhicules utilitaires, autres matériels terrestres	9,5	4,1	13,4	5,1
Navires et bateaux	2,9	0,3	6,7	2,5
Produits de la construction aéronautique et spatiale	—	16,8	—	4,6
Total machines et équipements	62,9	59,2	7,2	2,1
Total tous produits	100	100	100	100

Source : Banque de données CHELEM.

définition il est vrai relativement large des produits de haute technologie, ceux-ci composent 45 % des ventes américaines d'équipements, 20 % de celles du Japon. Dans les exportations des Etats-Unis, les matériels de haute technologie (y compris ceux à usage mixte civil et militaire) peuvent ainsi prendre la relève des produits agricoles, qui ont été dans le passé un des éléments moteurs des ventes américaines à la Chine mais dont la demande est réduite par les progrès de l'autosuffisance alimentaire. Compte-tenu des intérêts stratégiques et commerciaux qu'ils véhiculent, les transferts de technologies constituent ainsi un point d'ancrage des relations de la Chine avec ses deux principaux partenaires dans la zone.

Les exportations chinoises ou la limite des complémentarités

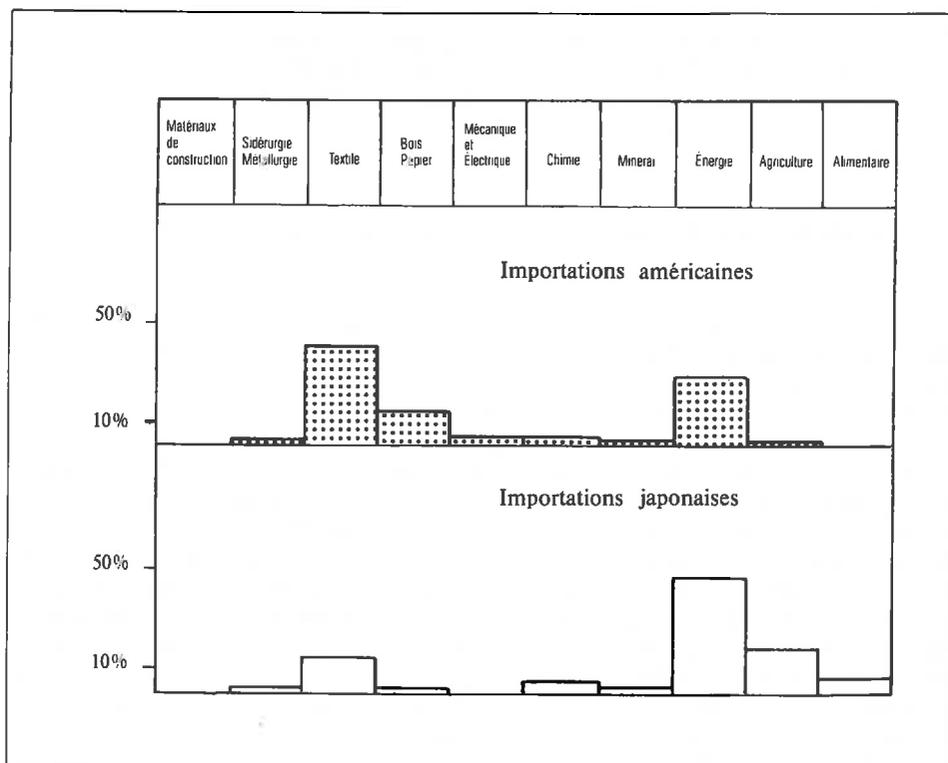
Les exportations de la Chine vers les Etats-Unis et le Japon se caractérisent par leur faible diversification (graphique 3) : leur expansion a reposé d'une part sur le pétrole (respectivement 27 % et 47 % de ses ventes aux Etats-Unis et au Japon en 1985), d'autre part sur les produits manufacturés textiles.

Partant d'un niveau très bas, la Chine a fait une percée considérable sur le marché américain des textiles (essentiellement dans la catégorie des produits finis, vêtements, chaussures, tapis) où elle talonne désormais les autres exportateurs du Sud-Est asiatique hors NPI. Mais ses gains semblent avoir plafonné en 1984 et 1985 sous l'effet conjugué des contingentements américains et de la pression de sa propre demande intérieure. Les autres composantes de ses exportations manufacturières ne font guère apparaître de points forts hormis peut-être sur les marchés les plus traditionnels (« produits manufacturés divers », articles métalliques, produits médicaux). La faiblesse des exportations de son industrie mécanique la rapproche de l'Inde et contraste avec les progrès faits dans ce domaine par les pays d'Asie du Sud-Est (Malaisie, Indonésie) dans le cadre des opérations internationales d'assemblage et de sous-traitance (tableau 7).

La structure des exportations chinoises vers le Japon est écrasée par le poids du pétrole, mais sur l'étroit marché nippon des produits textiles la Chine a considérablement accru son avance par rapport aux autres pays d'Asie du Sud-Est hors NPI (sa part de marché a doublé en 7 ans). Le déficit commercial de la Chine a pris un tour aigu en 1985 en raison du dérapage des importations chinoises, et conduit à une pause dans les échanges bilatéraux en 1986. Ces difficultés n'éliminent pas pour autant les complémentarités structurelles des deux économies sur lesquelles mise la stratégie du Japon; celui-ci coopère ainsi largement au développement du secteur énergétique (et à la modernisation des infrastructures qui lui sont liées) en Chine.

GRAPHIQUE 3

Structure des importations des États-Unis et du Japon en provenance de la Chine en 1985



Sources : banque de données CHELEM.

Compte tenu des limites qui pèsent sur les exportations de produits primaires et manufacturés de la Chine vers ces deux marchés [12] [13], il semble qu'à court terme ce soient les produits agro-alimentaires qui puissent le plus aisément prendre la relève du pétrole (un phénomène inverse de celui qui s'est produit depuis la fin des années soixante-dix).

TABLEAU 7

La Chine et les autres régions d'Asie dans les importations des Etats-Unis et du Japon en 1985

En pourcentage

Etats-Unis	Indonésie	Inde	Asie en développement rapide	Autres pays d'Asie du Sud	Chine	Monde
Matériaux de construction	0,0	0,1	8,5	0,5	1,0	100,0
Sidérurgie-métallurgie	0,3	0,1	4,3	0,7	0,4	100,0
Textile	0,9	2,3	46,5	6,9	5,6	100,0
Bois, papier, divers	0,6	1,8	17,0	2,1	1,8	100,0
Mécanique et électrique	0,0	0,1	10,3	1,6	0,2	100,0
Chimie	0,1	0,2	7,0	0,4	0,9	100,0
Minerais	0,1	0,6	0,3	0,7	2,8	100,0
Energie	6,2	1,0	1,0	0,2	1,9	100,0
Agriculture	4,1	1,8	1,0	3,8	0,8	100,0
Produits alimentaires	0,5	0,5	3,5	7,0	0,7	100,0
Total	1,4	0,7	10,8	2,0	1,1	100,0

Japon	Indonésie	Inde	Asie en développement rapide	Autres pays d'Asie du Sud	Chine	Monde
Matériaux de construction	0,2	0,7	38,6	1,0	2,3	100,0
Sidérurgie-métallurgie	5,8	0,3	11,2	7,3	3,0	100,0
Textile	0,5	1,7	39,9	7,4	22,4	100,0
Bois, papier, divers	1,8	3,4	15,8	4,2	3,7	100,0
Mécanique et électrique	0,0	0,1	10,8	1,2	0,2	100,0
Chimie	0,2	0,1	7,2	2,2	3,5	100,0
Minerais	4,7	6,4	2,8	10,7	2,5	100,0
Energie	16,2	0,1	3,1	7,9	5,6	100,0
Agriculture	2,1	0,7	3,4	15,4	8,6	100,0
Produits alimentaires	2,7	2,7	19,7	8,4	4,9	100,0
Total	8,6	0,9	7,9	7,7	5,5	100,0

Source : Banque de données CHELEM; pour la définition des zones voir les notes du tableau 3.

Le commerce avec l'URSS : alternative ou pis-aller ?

La composition des exportations de l'URSS est peu différente de celle des Etats-Unis et du Japon : engrais, produits métallurgiques, matériels de transport constituent 70 % de ses ventes et l'accord commercial signé pour la période 1986-1990 prévoit une rapide renaissance des ventes d'équipements industriels soviétiques interrompues depuis un quart de siècle [14].

Sans doute ce renouveau commercial et ses perspectives ne sont-ils pas non plus indissociables des difficultés que rencontre l'ouverture chinoise ces deux dernières années : l'URSS représente un vaste marché pour les produits chinois qui se heurtent ailleurs au rétrécissement des débouchés et à l'aggravation de la concurrence. Ainsi le doublement des ventes à l'Union soviétique en 1985 (dans lesquelles les textiles progressent de 16 % à 25 %) coïncide-t-il avec la stagnation de ses exportations vers le reste du monde. Libellés en francs suisses et réglés dans le cadre d'un clearing bilatéral, les échanges entre les deux pays ont les avantages et les inconvénients du troc : ils n'impliquent aucun déboursement de devises mais leur expansion doit se faire dans un relatif équilibre bilatéral et ne permet pas à l'un des partenaires de dégager des excédents qui financeraient ses déficits avec le reste du monde [15]. Pour la Chine, l'URSS peut être sinon une alternative, du moins un complément aux pays occidentaux comme fournisseur de certains types d'équipements industriels lourds, dans le cadre de sa politique d'import-substitution; on peut penser que ce rôle sera inversement proportionnel à la capacité de la Chine de maintenir le dynamisme de ses échanges avec le reste du monde.

Hong Kong, Singapour et les autres

Le nouveau statut de Hong Kong

Avant 1978 Hong Kong est pour la Chine avant tout une source de devises : les excédents commerciaux qu'elle tire de l'exportation de ses produits, qu'ils soient destinés à être consommés ou réexportés par la colonie ont une place centrale dans le financement de son commerce international [16]. Depuis, les exportations totales de Hong Kong à la Chine (y compris les réexportations) ont connu une accélération qui a eu pour effet de rendre celle-ci déficitaire en 1985.

Hong Kong comme voie d'accès à la Chine

Sa fonction d'intermédiaire dans le commerce international a naturellement porté Hong Kong à tirer parti de la politique d'ouverture de la Chine. Insignifiantes en 1978, les réexportations de produits venant de pays tiers et destinés à la Chine représentent en 1985 plus de 40 % des opérations de transit international de Hong Kong et un sixième des importations totales de la Chine.

Parmi les pays qui utilisent le plus ce canal il y a naturellement ceux qui n'ont pas de commerce direct légal avec la Chine et dont la quasi-totalité des échanges transite par Hong Kong (la Corée du Sud, Taïwan); mais les deux principaux fournisseurs de la Chine, les Etats-Unis et le Japon, utilisent de plus en plus leur forte implantation économique à Hong Kong pour pénétrer le marché chinois (tableau 8). En 1985, entre 10 et 15 % de leurs ventes passent par cet intermédiaire. Mise à part la Grande-Bretagne qui tire aussi parti de ses liens privilégiés (un

TABLEAU 8

Le commerce de transit entre Hong Kong et la Chine en 1985

	<i>En pourcentage</i>	
	Origine des produits réexportés vers la Chine	Destination des produits chinois réexportés
Etats-Unis	9,7	32,5
Japon	31,6	8,3
Taiwan	16,7	2,6
Corée du Sud	6,0	5,6
RFA	2,3	3,2
Chine	6,7	8,8
Indonésie	...	3,7
Singapour	...	3,5
France	1,2	...
Suisse	0,6	...
Grande-Bretagne	2,0	...
Autres	23,2	31,8
Total du transit	100,0	100,0

Source : Hong Kong, Census and Statistics Department.

sixième de ses ventes passent par Hong Kong) les pays européens utilisent moins aisément ce moyen d'accès (qui fait seulement 5 % des ventes à la Chine de la RFA, mais 9 % des ventes françaises). Le rôle de Hong Kong comme courroie de transmission de la demande chinoise se manifeste nettement en 1985. Les tensions inflationnistes en Chine se traduisent cette année-là par un dérapage des importations de biens de consommation « modernes » (téléviseurs, électroménager, matériel de bureau) qui empruntent très largement la voie de la colonie.

La Chine : un nouveau marché pour Hong Kong

Alors que Hong Kong souffre de la récession économique mondiale, la Chine fournit un marché en expansion à son industrie. Les ventes propres de Hong Kong à la Chine, quasi inexistantes en 1978, représentent en 1985 13 % de ses exportations, 6 % des importations mondiales de la Chine.

Leur essor repose sur deux grandes catégories de produits :

— Les produits intermédiaires pour l'industrie textile (fils, tissus) : leur importance dans les ventes de Hong Kong à la Chine correspond à l'émergence d'une division du travail dans ce secteur entre les deux partenaires : la création en Chine, à proximité de Hong Kong, de zones économiques spéciales destinées à attirer les investisseurs étrangers a conduit nombre d'entreprises de Hong Kong à y délocaliser leurs productions pour bénéficier des bas coûts de main-d'œuvre. Près de 20 % de la production d'articles en maille de Hong Kong serait ainsi fabriqué en Chine [17]. La révision à l'automne 1984 de la législation américaine concernant l'origine des produits importés a contraint les industriels de Hong Kong à renoncer à ce type d'opérations pour les fabrications destinées au marché américain.

— Les produits des industries mécaniques :

La Chine est devenue un client de premier plan pour la plupart des secteurs d'exportation sur lesquels Hong Kong a assis sa montée dans le commerce international. Elle est en 1985 son 2^e acheteur de matériel électro-ménager et son premier acheteur de matériel de télécommunication. Dans ce secteur aussi, et notamment dans les productions électroniques, le transfert en Chine d'opérations de montage a commencé à se développer.

Le réseau des liens de coopération industrielle qui se densifie explique non seulement l'expansion des livraisons de Hong Kong à la Chine, mais aussi l'amplification des flux en sens inverse puisque, estime-t-on, Hong Kong réimporte 40 % des produits qu'elle a exportés en Chine [18].

Le rôle de Hong Kong dans l'expansion des exportations chinoises de produits manufacturés

Les performances chinoises à l'exportation de 1978 à 1984 sont directement liées au rôle qu'y joue Hong Kong. Les ventes de la Chine à Hong Kong passent de 22 % à 28,5 % de l'ensemble des exportations de la Chine et de 16,7 % à 22,5 % des importations totales de la colonie. Les produits de l'industrie manufacturière chinoise, en particulier, y prennent une place croissante au détriment des denrées alimentaires et surtout des produits agricoles bruts. Il s'agit principalement de produits finis textiles (vêtements et chaussures), mais les industries mécaniques chinoises développent aussi des ventes, encore marginales, dans le secteur de l'horlogerie, de l'électronique grand public, du matériel électrique.

En fait, c'est moins la demande propre de Hong Kong en produits chinois que, une fois encore, son rôle d'intermédiaire entre la Chine et le reste du monde, qui explique ces évolutions. Le marché de Hong Kong, bien que de plus en plus largement approvisionné par des produits chinois, a été trop étroit pour soutenir le rythme de l'offre chinoise à l'exportation. Mais le passage par Hong Kong a été une voie royale pour les produits manufacturés en Chine et destinés à des pays tiers. Hong Kong réexporte ainsi une part croissante (40 % en 1978, 60 % en 1985) des produits achetés à la Chine qui devient la source principale de son commerce de transit. Il est vrai que la frontière entre flux directs et indirects perd de sa netteté dans le commerce entre les deux pays puisque les réexportations par Hong Kong de produits chinois s'inscrivent dans le cadre d'une division du travail qui répartit de part et d'autre de la frontière les stades de fabrication et de conditionnement. Les flux de réexportations incluent ainsi non seulement la marge commerciale mais aussi, le cas échéant, la valeur ajoutée par les entreprises de Hong Kong, ce qui a pour effet de gonfler l'importance relative de ce transit. Hong Kong joue en particulier un rôle majeur dans la pénétration des produits manufacturés chinois sur le marché américain où ses réexportations de produits d'origine chinoise représentent 60 % des ventes totales déclarées par la Chine, et 80 % dans la catégorie des vêtements.

Le resserrement des liens financiers

L'imbrication croissante des deux économies ne se mesure pas à la seule intensité des relations commerciales. Les flux de capitaux ont pris de l'ampleur. D'un côté, les sociétés de Hong-Kong mettent à profit les possibilités d'investissements en Chine dans des secteurs immédiatement rentables, de l'autre la Chine affirme sa présence économique et financière dans un territoire qui doit lui revenir dans dix ans [19].

Les hommes d'affaires de Hong Kong ont été les premiers à répondre à l'appel lancé par la Chine aux investisseurs étrangers et ils demeurent, de loin, les principaux pourvoyeurs de capital [20]. Les liens ethniques et culturels, la proximité géographique leur ont permis de minimiser les risques : ils ont opté largement pour des formes de coopération souples (entreprises en gestion conjointe plutôt qu'entreprises mixtes), pour des opérations nombreuses et de faible envergure et ont concentré leurs capitaux dans les secteurs à rentabilité rapide : hôtellerie, services, électronique, textile. L'apport en capital de Hong Kong à la Chine (environ 2,4 milliards de dollars depuis 1979) se révèle cependant inférieur au montant des investissements effectués par la Chine à Hong Kong ces dernières années. Bien qu'il n'en existe pas de recensement officiel, on estime qu'ils ont augmenté de 3,8 milliards de dollars de 1981 à 1984. Leur montant total atteindrait, en 1985, 5 à 6 milliards de dollars, équivalent ainsi à celui des investissements américains, soit au tiers des investissements étrangers totaux dans la colonie. L'expansion de l'activité des sociétés chinoises de Hong Kong² a suivi une double direction : elle a commencé par prendre un rôle central dans l'économie de la colonie (immobilier, grands projets d'infrastructure) tout en développant leur rôle d'intermédiaire dans le recyclage de capitaux vers la Chine (prêts aux entreprises locales pour des opérations en Chine).

La stratégie chinoise à l'égard de Hong Kong ne paraît plus seulement dictée par des préoccupations à court terme de gains en devises, encore que ce souci pourrait revenir au premier rang avec l'effort de rétablissement de l'équilibre commercial, mais par la volonté de tirer parti de l'atout considérable que Hong Kong représente pour la réussite de la politique de modernisation et d'ouverture. La présence multiforme des intérêts chinois dans la colonie vise à acquérir son savoir-faire industriel, commercial, financier en même temps qu'à ménager une transition d'ici 1997.

2. Outre les 13 banques du groupe de la Banque de Chine qui forme la 2^e puissance bancaire de Hong-Kong, l'Etat chinois contrôle 31 institutions financières, 5 compagnies d'assurances, 35 entreprises de transport, 26 sociétés immobilières, 19 entreprises industrielles, 4 maisons d'édition. (Euromoney, août 1986).

La montée des échanges avec les NPI

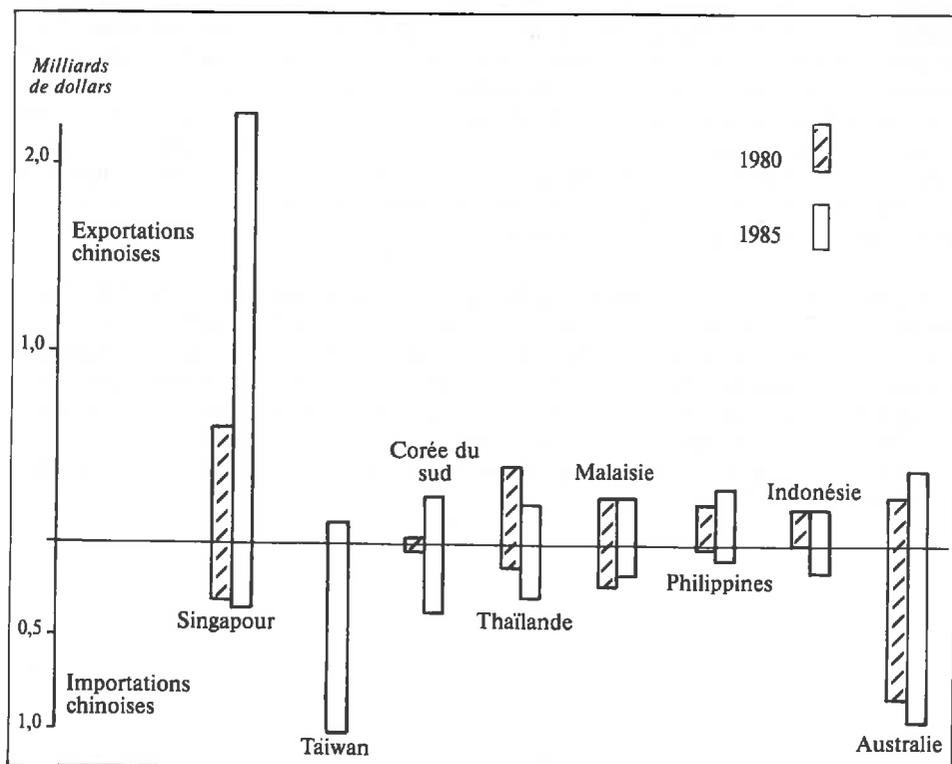
Le graphique 4 montre que l'évolution des échanges de la Chine avec les autres pays du bassin Pacifique traduit plus des forces d'attraction économiques que l'état des relations politiques. Ses échanges avec les NPI connaissent un essor rapide malgré l'absence de commerce officiel avec la Corée du Sud et Taïwan; au contraire l'inertie de ses échanges avec les pays de l'ASEAN autres que Singapour et avec l'Australie traduit la faiblesse des complémentarités structurelles des économies.

Singapour

L'essor des exportations de la Chine vers Singapour de 1979 à 1985 tient pour l'essentiel au pétrole (qui fait 80 % de ses ventes). Ces livraisons (4 millions de

GRAPHIQUE 4

Échanges de la Chine avec les NPI, l'ASEAN et l'Australie



Sources : FMI, Direction of Trade 1985 (déclarations des partenaires)

tonnes en 1984 soit un quart des approvisionnements extérieurs de Singapour) ont permis à la Chine de diversifier ses clients et de dégager des excédents commerciaux qui ont fait de Singapour en 1985 son principal pourvoyeur de devises. La dépression du marché pétrolier a remis en cause cette situation en 1986 : les exportations chinoises ont diminué de moitié; en même temps, longtemps stagnantes, les importations chinoises tendent à s'accroître sous l'effet des contrats de coopération signés dans les secteurs du raffinage du pétrole et de la pétrochimie où Singapour a des capacités de production excédentaires et la Chine des besoins croissants. Il existe d'autres secteurs où le savoir-faire de Hong Kong rejoint les priorités chinoises et où la coopération pourrait se développer : infrastructure et gestion portuaires, services d'exploitation pétrolière offshore, électronique.

Taiwan et Corée du Sud

Les échanges de la Chine avec ces deux pays n'ont pas d'existence officielle mais se développent très rapidement depuis le début des années quatre-vingt. Le gonflement de la demande chinoise de produits électriques et électroniques en 1984 et 1985 leur a donné une vive impulsion; l'essentiel transite par Hong Kong, mais les transactions directes (illégales ou paralégales) se multiplient et incluent même des opérations d'investissement en Chine.

Taiwan est ainsi depuis 1984 le premier exportateur vers la Chine de tous les pays en développement d'Asie et la Chine est devenue en 1985 son cinquième marché d'exportation. Les exportations de produits intermédiaires textiles et de machines sont, semble-t-il, pour partie liées au fonctionnement d'entreprises créées en Chine avec des capitaux taiwanais. Les exportations chinoises restent faibles, en raison de l'interdiction que maintiennent sur ce commerce les autorités de Taïpeh. Commerce et investissements sont au contraire vigoureusement encouragés par Pékin, dont l'objectif final reste la « réunification » [21]. La tolérance diplomatique et la mise en évidence de l'attrait du marché chinois et des complémentarités économiques dessinent la phase actuelle de cette stratégie.

Des considérations politiques et stratégiques font aussi sentir leur influence sur l'évolution des échanges entre la Chine et la Corée du Sud. Après un début timide en 1978, ils ont rapidement progressé en 1981-1982 et 1984; en 1985, les échanges transitant par Hong Kong enregistrent un nouveau bond, et les contacts directs se multiplient, telle la société mixte sino-coréenne constituée à Hong Kong pour promouvoir ce commerce. Mais l'exploitation du potentiel d'échanges entre les deux économies s'avère difficilement compatible avec le *statu quo* des relations internationales dans la zone.

Les obstacles au déploiement des échanges avec les NPI privent la Chine d'un point d'ancrage de ses relations économiques dans la zone Asie-Pacifique et contribuent à expliquer leur concentration sur le Japon et les Etats-Unis. Cela pèse aussi sur ses chances d'insertion dans la division internationale du travail; en gelant, par exemple, l'éventuel intérêt pour ces pays à délocaliser en Chine

certaines de leurs productions à forte intensité de main-d'œuvre pour gagner en compétitivité.

L'inertie des échanges avec l'ASEAN et l'Australie

L'ASEAN

Les pays de l'ASEAN (Singapour exclu) ont une insertion dans l'économie mondiale de type encore largement traditionnel. Leurs exportations restent dominées par les produits agro-alimentaires et les ressources naturelles, malgré le progrès des exportations manufacturières. Leurs importations se concentrent sur les produits industriels « lourds » (mécaniques, chimiques, métallurgiques). La structure de leurs échanges les rapproche ainsi à bien des égards de la Chine. Cette similitude des besoins d'importation et des capacités d'exportation explique que les pays de l'ASEAN soient jusqu'à présent restés relativement à l'écart des appels créés par l'ouverture chinoise [22]. Le commerce entre ces différents pays et la Chine, très largement fondé sur les dotations naturelles respectives des partenaires, a un rôle économique marginal qui s'accommode d'une forte instabilité.

Ainsi, les exportations de la Chine vers les Philippines sont aux trois quarts portées par le pétrole, ses importations, composées pour l'essentiel de produits alimentaires et de métaux non ferreux. Ses ventes à l'Indonésie sont dominées par les matières premières agricoles (fibres et oléagineux) et ses achats ont été récemment stimulés par ses besoins en bois dont la pénurie a été accentuée en Chine par le « boom » de la construction de logements. La Malaisie et la Thaïlande sont les deux seuls pays vers lesquels la Chine a réussi à se doter d'exportations relativement diversifiées notamment dans le secteur manufacturier : fils et tissus, articles de consommation pharmaceutiques et cosmétiques (vers la Malaisie), produits chimiques de base, équipements industriels et matériel électrique (vers la Thaïlande). De ces deux pays, elle importe essentiellement des produits agricoles (caoutchouc malais) et alimentaires.

La structure sectorielle très peu diversifiée des échanges entre la Chine et ces pays risque de continuer à en freiner l'expansion. La tendance à l'autosuffisance alimentaire notamment, observable tant du côté chinois que de celui de ses partenaires, limite les perspectives d'échanges dans ce domaine. La Chine peut chercher à accroître et à diversifier ses ventes de produits manufacturés, mais une telle stratégie se heurte désormais aux contraintes financières extérieures des pays de l'ASEAN. Depuis le début des années quatre-vingt l'excédent commercial de la Chine avec ces pays va en s'amenuisant. La volonté exprimée de part et d'autre de développer la « compensation » bilatérale peut être un palliatif à la pénurie de devises.

L'Australie

Certaines analogies de situations entre la Chine et l'ASEAN se retrouvent dans leurs échanges respectifs avec l'Australie [23]. La demande de l'Australie en produits chinois est limitée par ses propres richesses agricoles et dans le secteur manufacturier (les produits textiles font la moitié de ses achats) par l'étroitesse et la politique de protection de son marché intérieur [24]. Les besoins élevés d'importation de la Chine en minerais et métaux (45 % de ses achats) ont compensé la chute de ses achats de produits agricoles (principalement de céréales). Ils constitueront sans doute à l'avenir le principal ressort de ces échanges, en l'absence de capacités d'exportation australiennes dans les autres secteurs industriels et en particulier dans celui des machines et équipements. D'ailleurs, la participation de la Chine au financement d'une usine de fabrication d'aluminium, et ses projets d'investissement dans des mines de fer en Australie indiquent son souci de s'assurer un approvisionnement stable.

*
**

Au cours des six premiers mois de 1986, la Chine a réussi à dynamiser ses exportations (+ 30 %), malgré la chute de ses recettes pétrolières (− 30 %) et grâce à l'essor de ses ventes de produits manufacturés textiles (+ 50 %). La forte croissance de ses importations (+ 23 %) a laissé cependant persister un déficit commercial qui l'a obligée à doubler ses emprunts extérieurs l'année dernière (elle a contracté près de 7 milliards de dollars d'emprunts nouveaux). L'ouverture qui a, dans un premier temps, remporté des succès relativement faciles car partiellement liés à des effets de rattrapage, accuse désormais la banalisation du cas de la Chine parmi les pays du tiers monde et sa vulnérabilité au contexte économique international. La Chine peut-elle mener de front une stratégie de développement qui maintient les nécessaires priorités de modernisation des secteurs « lourds » et de ses infrastructures, et d'éventuelles politiques de spécialisation à l'exportation ?

Si l'on exclut le recours à un endettement extérieur massif (ne serait-ce que pour des raisons politiques), comme le retour à une fermeture (dont l'économie chinoise a déjà pu éprouver les inconvénients), il reste à envisager une intensification des efforts d'exportation de la Chine qui irait dans le sens de leur diversification tant sectorielle que géographique. Sur le marché mondial des produits textiles, elle a acquis une place qui la rend de plus en plus sensible aux politiques protectionnistes, et ses efforts pour attirer investissements étrangers et transferts de technologies afin de s'insérer dans la division internationale du travail dans les secteurs les plus porteurs de la demande mondiale — industries mécaniques, électriques et électroniques — n'ont guère donné jusqu'à présent de résultats tangibles. Aussi, à court terme, est-ce sans doute l'essor de ses productions agro-alimentaires qui lui offre le moyen le plus aisé de diversifier ses exportations dans la zone Asie-Pacifique. Par ailleurs le rééquilibrage géographique de ses échanges, notamment en faveur de l'Europe, de l'Ouest comme de l'Est, pourrait tirer parti d'opportunités encore relativement peu explorées.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Lemoine F. : « Bilan et perspectives du commerce extérieur de la Chine », *Economie prospective internationale*, n° 7, juillet 1981.
- [2] « China : Long-term issues and options », Banque mondiale, 1985.
- [3] « Septième plan quinquennal de l'économie nationale et du développement social de la République populaire de Chine 1986-1990 », *Beijing information*, n° 27, 28 avril 1986.
- [4] Aguiñer Ph. : « Les disparités régionales en Chine depuis 1978 », *Le Courrier des Pays de l'Est*, septembre 1985.
- [5] Chevrier Y. : « Les réformes en Chine ou la stratégie du contournement », *Politique étrangère*, n° 1, 1985.
- [6] Wong J. : « The political economy of China's changing relations with Southeast Asia », Mac Millan Press, London, 1984.
- [7] Sautter Ch. : « Le Japon et l'Asie-Pacifique : un cas de multiplication internationale du travail », *Economie prospective internationale*, n° 4, octobre 1980.
- [8] Idem.
- [9] *Economie mondiale : la montée des tensions*, rapport du CEPII, éditions Economica, 1983.
- [10] *Far Eastern Economic Review*, 1, mai 1986.
- [11] Furuhashi A. : « China plastics industry », *China newsletter*, n° 64, septembre-octobre 1986, Jetro.
- [12] Pin J.L. : « La baisse des prix du pétrole et les relations sino-japonaises », *Bulletin Asies*, n° 2, novembre 1986.
- [13] Satoshi I. : « How the Japanese market views Chinese goods », *China Newsletter*, n° 62, mai-juin 1986, Jetro.
- [14] *Isvestia*, 19 avril 1986.
- [15] Wild G. : De la compensation Est-Ouest au retour du bilatéralisme d'Etat, *Economie prospective internationale*, n° 6, 1981.
- [16] Youngson A.J., editor : *China and Hong-Kong : the economic nexus*, Oxford University Press, 1983.
- [17] *Intertrade*, mai 1986.
- [18] *Far Eastern Economic Review*, 10 avril 1986, p. 83.
- [19] A ce sujet voir notamment :
- *Far Eastern Economic review*, 28 août 1986 et 10 avril 1986.
 - *China trade report*, mai 1986;
 - *China newsletter*, n° 62, mai-juin 1986;
 - *Euromoney*, avril 1986;
 - *The China business review*, septembre-octobre 1985;
 - *Financial Times*, 3 juillet 1985;
 - *The Economist*, 11 mai 1985.
- [20] Dao Nan W. : « Les investissements des Chinois d'Outre-mer en Chine ». Dans ce numéro et document de travail du CEPII, n° 87-02.
- [21] *Beijing Information*, 3 mars 1986 : « Le projet de réunification de la Chine ».
- [22] Ebashi M., Hishida M. : « China's open door policy and its implication for Asia-Pacific countries towards the year 2000 ».
Rapport pour la conférence qui s'est tenue à Pékin les 12-15 novembre 1986 sur le thème « The Asian-Pacific economy towards the year 2000 ».
- [23] Tyers R., Phillips P. : « Austria, ASEAN and Pacific Basin merchandise trade : factor composition and performance in the 1970's ».
- [24] Bucknall K.B. : « Australia-China trade », *Australia-Asia papers*, n° 9, mai 1983.

ANNEXE : LES INDICATEURS UTILISÉS

1. Indicateur d'intensité d'exportation

$$x = \frac{X_{ij}}{X_I} : \frac{X_j}{X..}$$

X_{ij} est le flux d'exportation du pays I vers le pays J.
 X_I est le total des exportations du pays I.
 X_j est le total des exportations vers le pays J.
 $X..$ est le total des exportations mondiales.

2. Indicateur d'intensité d'importation

$$m = \frac{M_{ji}}{M_I} : \frac{M_j}{M..} = \frac{X_{ji}}{X_I} : \frac{X_j}{X..}$$

$M_{ji} = X_{ji}$ importations de i en provenance de J = exportations de j vers i.
 $M_I = X_I$ total des importations de i = total des exportations vers i.
 $M_j = X_j$ total des importations en provenance de j = total des exportations de j.
 $M.. = X..$ total du commerce mondial.

3. Indicateur de complémentarité des échanges

$$\gamma = \frac{1}{2} \sum_{k=1}^9 \left| \frac{X_{ij}^k}{X_{ij}} - \frac{M_{ji}^k}{M_{ji}} \right| - \frac{1}{2} \sum_{k=1}^{72} \left| \frac{X_{ij}^k}{X_{ij}} - \frac{X_{ji}^k}{X_{ji}} \right|$$

i et j pays partenaires commerciaux.

k = 1 ... 9 produit échangé (nomenclature en 72 catégories de produits de CHELEM-CEPII).

$\frac{X_{ij}^k}{X_{ij}}$ est la part des exportations du produit k dans les exportations totales du pays i vers le pays j.

$\frac{M_{ji}^k}{M_{ji}}$ est la part des importations du produit k dans les importations totales du pays i en provenance du pays j.

L'indicateur γ mesure la distance entre la structure des exportations du pays i vers le pays j et la structure des importations du pays i en provenance du pays j.

$\gamma = 1$ s'il n'y a aucun flux réciproque = complémentarité parfaite (division inter-branche du travail).

$\gamma = 0$ si les deux structures sont identiques = substitution parfaite (division intra-branche du travail).

